
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 10 (1982)

DOI: 10.11588/fr.1982.0.51216

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

petites bourgeoises et populaires (plus peut-être que prolétariennes comme le dit l'auteur). Protestation religieuse, politique, sociale, naissance d'une secte, dérive du religieux au politique, on pressent l'ampleur des questions que suscite le cas des »catholiques allemands«. Plus que par une réflexion de sociologie religieuse, l'auteur est mu par la problématique de la science politique. Il soumet à l'épreuve d'une analyse historique les réflexions des penseurs de la science politique du XIX^e siècle sur le rôle des »partis religieux«, aux origines des partis. On ne saurait résumer l'apport des chapitres de F. W. Graf : histoire des origines du mouvement, de ses conceptions religieuses qui conduisent à une religion de l'humanité, de ses relations avec la révolution politique. Le dossier documentaire, qui exhume tant de textes largement inaccessibles, est, lui aussi, d'une grande richesse, et la bibliographie des écrits des »catholiques allemands« fort précieuse. Qu'il suffise de dire que ce livre, neuf et dense, par la matière comme par la réflexion, sera un ouvrage de référence pour tous ceux qui s'intéressent à l'histoire politique, sociale, religieuse du milieu du XIX^e siècle, et pour tous ceux qui s'interrogent sur le rapport entre religion et politique.

Jean-Marie MAYEUR, Paris

Günther GRÜNTAL, *Parlamentarismus in Preußen 1848/49–1857/58, Preußischer Konstitutionalismus – Parlament und Regierung in der Reaktionära, Handbuch der Geschichte des deutschen Parlamentarismus/im Auftrag d. Komm. für Geschichte d. Parlamentarismus u. d. polit. Parteien* hrsg. v. G. A. Ritter, Düsseldorf (Droste) 1982, 539 S.

Les huit parties de cette étude précise et documentée retracent les étapes des transformations politiques et constitutionnelles qui infléchirent au milieu du XIX^e siècle les conditions de l'exercice des pouvoirs exécutif et législatif dans une Prusse regroupant aux possessions traditionnelles des Hohenzollern des territoires incorporés après les refontes des périodes révolutionnaire et impériale avant d'être encore retouchées par le Congrès de Vienne, soit un demi siècle de solutions empiriques laissant une large place aux coutumes antérieures des diverses provinces.

Une page de préface et seize d'introduction rappellent les conditions d'élaboration de la recherche et replacent les débats autour de la politique prussienne dans le cadre du bouillonnement doctrinal de l'Europe au milieu du XIX^e siècle, ainsi que les prémisses de la crise spécifiquement prussienne amorcée par les premières réformes du roi Frédéric Guillaume IV.

La première partie évoque les étapes de la constitution octroyée. Un premier chapitre insiste sur les caractères de cette constitution du 5 décembre 1848 dans laquelle il n'hésite pas à voir un compromis dilatoire permettant de gagner du temps et de mieux voir l'évolution d'une conjoncture très fluctuante dans toute la confédération germanique. L'auteur rappelle la complexité supplémentaire liée au caractère même du souverain et à sa désillusion après des débuts prometteurs pour les libéraux quand il avait créé dès 1842 les commissions unies du royaume de Prusse rassemblant pour la première fois les délégués des divers états provinciaux. Les modalités d'un droit de vote provisoire pour la Première Chambre reposaient ainsi à la fois sur une appréciation de la population et sur les relevés fiscaux dont un second chapitre précise encore les conditions, arrivant à réaliser un système de classes d'électeurs superposées, chacune des trois ayant une représentation comparable, et payant une proportion analogue des contributions. On aboutissait ainsi à un compromis entre les tendances conservatrices et libérales.

La constitutionnalisation de la Prusse est étudiée dans la seconde partie qui s'ouvre par une étude des élections de juillet 1849 et souligne d'emblée l'importance du »parti des non votants« variant de 65% en Brandebourg, 89% dans la Province rhénane, la Prusse, la Saxe et la Westphalie atteignant ou dépassant 80%. Cette situation masquait la réalité que soulignaient les

différences de participation entre les classes d'électeurs selon les arrondissements et les classes électorales puisqu'on relevait dans l'arrondissement de Posen un pourcentage d'électeurs ayant voté variant de 70% pour la première classe, à 60% pour la seconde et 50 pour la troisième. Le discours électoral du ministre Manteuffel montrait du reste tout le poids de la bureaucratie sur toute la haute administration et la composition sociale des membres de la chambre des députés soulignait encore la place des élites traditionnelles avec 82 propriétaires fonciers en face de 27 commerçants et industriels, de 20 ruraux, 11 juristes, 7 hommes de lettres, 6 officiers et un haut conseiller de santé. Le second chapitre retrace les débats de la première chambre et les conceptions contradictoires autour de la question du droit du vote. L'auteur souligne l'importance du memorandum ministériel du 12 août 1849 et aussi les divergences d'interprétation nées de l'article 105 et des contestations autour des conditions d'attribution du droit de vote, et de ses modalités, ainsi que les discussions autour des conceptions du juriste et philosophe F. J. Stahl, si représentatif d'une certaine conception des droits de l'état et de ses ressortissants. La position des libéraux sur l'attribution du droit de suffrage est également étudiée de près.

Le troisième chapitre examine les problèmes plus purement institutionnels de la révision de la constitution, du droit budgétaire et de la pairie, les conceptions des groupes politiques et des individualités marquantes en face de ces questions. Les débats autour des divers articles sur les responsabilités budgétaires, autour des conceptions contradictoires d'une «monarchie constitutionnelle» ou d'une «république camouflée», où les oppositions doctrinales sur le droit de rejet de l'impôt sont soulignées de même que les problèmes soulevés par les droits seigneuriaux auxquels F. J. Stahl prit une part si importante. Les manœuvres de la «Camarilla» devaient en fin de compte aboutir à l'échec des solutions de transaction du conseiller financier Camphausen, et à un nouveau compromis dans la défaite prolongeant les solutions provisoires finalement maintenues en place.

La troisième partie retrace les étapes du problème de la révision constitutionnelle dans les années 50. Le premier chapitre rappelle la situation politique de la Prusse sur le plan intérieur dans les années 1850-1851. Un bilan de l'action des chambres précède un exposé de l'attitude de l'opinion publique en face de la «constitution de décembre» tandis que s'affirmaient des tendances nouvelles comme le «parti du milieu» ou les révolutionnaires patriotes, les diverses lois, en particulier celle sur les municipalités de mars 1850, les lois fiscales sur le revenu et sur l'impôt foncier. L'auteur précise ensuite les résultats des élections de mars et avril 1850 et les discussions dans les rangs du parti libéral, celles sur la participation électorale ou l'abstention, les débuts du parti populiste et les lois sur les clubs et sur la presse.

Le second chapitre examine l'attitude du gouvernement en face du problème de la revision, sans exclure pour autant l'hypothèse d'un coup d'état. Le nouveau ministère pouvait aussi hésiter entre un simple replâtrage et une revision générale. La «Camarilla», le serment constitutionnel du roi modifiait les données des problèmes et le plan de revision du professeur de droit Walter posait les problèmes sous un angle nouveau tandis que s'opposaient les conceptions de divers théoriciens, parmi lesquels le ministre Manteuffel dont le programme sut utiliser toutes les possibilités de renforcement et d'inflexion des institutions, la «Camarilla» ayant joué efficacement du conseil d'état.

Le troisième chapitre étudie les problèmes posés par les débats autour de l'ordonnance municipale et de la Chambre Haute entre 1851 et 1855. Le combat autour de l'ordonnance municipale et les plans de refonte pour la première Chambre au cours desquels se firent remarquer divers ténors de la politique entre autres Bethmann Hollweg, qui constitua même un groupe important autour de lui, tandis que se réunissaient les partisans d'un «parti de la noblesse constitutionnelle» et une «gauche dynastique». Le gouvernement pouvait par contre compter sur une droite fidèle.

Le quatrième chapitre expose les incertitudes des théoriciens prussiens en face d'une situation qui pouvait déboucher aussi bien sur une solution constitutionnelle que sur une inspirée du

bonapartisme comme le montrèrent les discussions sur l'interprétation de la constitution dans les rangs conservateurs. Le retentissement du coup d'état du 2 décembre 1851 avait été considérable et contribua indiscutablement à un durcissement des positions dans les assemblées prussiennes. La prise de position d'Arnim-Boytzenburg fut particulièrement remarquée, même hors des rangs conservateurs, et les débats mirent en avant l'importance dans les cercles politiques de la «Gazette de la Croix». Les positions du ministre Manteuffel et du juriste et écrivain politique C. Frantz hésitant entre un «absolutisme modéré» et un «bonapartisme» évidemment vu à travers les souvenirs de l'occupation de 1807, sans oublier les conceptions originales du théologien R. Quehl sur le remède à apporter à la crise tel que pouvait le penser un fonctionnaire dirigeant des services de presse ministériels.

Le cinquième chapitre est consacré au plan d'ensemble de refonte de la constitution et au rôle de la Chambre des seigneurs avec l'ordonnance du 4 août 1852 et les plans contradictoires des dirigeants conservateurs dominés par la résistance de Manteuffel aux innovations même timides, aboutirent à l'ordonnance du 7 octobre 1854. Les débats parfois tendus qui marquèrent la session de la Chambre des seigneurs annoncèrent le tournant du conservatisme souligné par le discours de F. J. Stahl.

La quatrième partie consacre ses vingt-huit pages à une analyse des élections de 1852. Les modalités techniques, la documentation électorale, les limites des circonscriptions électorales et l'implantation des points de vote et le rôle des autorités locales sont étudiées avec soin de même que les questions posées par la tactique du repli des libéraux ou les diverses dispositions relatives aux candidatures doubles ou multiples. Les deux circonscriptions de la ville de Halle et du cercle de la Saale fournissent à l'auteur des exemples représentatifs des milieux urbains et ruraux. Une statistique des élus met en évidence à la fois l'écrasante majorité des conservateurs, 217 sur 352, mais aussi l'existence d'une indiscutable liberté d'opinion puisque pouvaient être élus à côté de 19 cléricaux conservateurs, tenant à leur spécificité, 11 cléricaux d'opposition, affirmant, au choix, des nuances doctrinales ou un souci de ne pas compromettre la tendance dans un engagement total, des députés polonais, au nombre de 14, et même 9 «indéterminés». L'auteur expose aussi les conditions de l'évolution interne des groupes politiques, dans le «parti populiste» et dans le «parti des catholiques». Les modalités des réunions d'électeurs primaires et leurs réflexes, ainsi que la stabilité des votes des électeurs primaires et des électeurs, une certaine discontinuité se révélant au niveau des députés sans que soient discernables les rôles d'une meilleure information, des pressions extérieures ou des circonstances.

La cinquième partie retrace l'évolution du Parlement prussien au temps de la réaction. Un premier chapitre étudie la situation juridique des députés, les règles disciplinaires des sessions avec une attention spéciale au cas des députés fonctionnaires du gouvernement, et leur rôle d'orienteurs de suffrages, non sans problèmes quand le devoir contredit la conviction politique, comme dans le cas du propriétaire foncier Aldenhoven; la situation des fonctionnaires d'opposition était à l'occasion l'objet de discussions parfois confuses.

Le second chapitre rappelle les longues contestations autour des problèmes de l'ordre du jour en particulier autour du règlement de la Seconde Chambre de Mars 1849, entre autres sur la modalité de la publicité des débats. L'auteur souligne la bureaucratisation progressive des chambres par les règles apportées au fonctionnement de la Chambre et des comités; l'intervention des partis politiques, la formation par les opposants des diverses «commissions libres» annonçaient dans une certaine mesure les premières esquisses pour une révision dans les années 50. Les attributions du président, son autorité sur le personnel des secrétaires et les bureaux de la Chambre sont exposés avec précision de même que les modalités de scrutins. Les publications imprimées de la Chambre, les comptes rendus sténographiques et les rapports du personnel de la Chambre avec la presse sont étudiés de même que les divers aspects du budget de la Chambre, des frais de représentation aux dépenses pour les bâtiments ou pour le personnel.

La sixième partie expose en détail les problèmes posés par les partis; en premier lieu les

obstacles constitutionnels à la formation des partis et les résultats de la seconde partie de la législature. Les divers partis et leur structure sociale sont étudiés avec toute la précision possible avec le partage des tendances entre provinces et les chiffres montrent pour la seconde période de la législature un accroissement du nombre des indépendants atteignant jusqu'à 19,3%, la droite baissant à 32%, le centre s'élevant au contraire à 24,1% et la gauche atteignant 19,9%, les députés polonais représentant 4,3%. Les répercussions de la crise d'Olmütz montrent d'autre part les relations existant entre la politique extérieure et les réactions intérieures dans les partis. En 1852, les »fractions« : l'apparition d'une fraction catholique, surtout influente en Rhénanie et en Silésie, fut une des innovations de 1852. La troisième partie de la législature fut marquée par une passivité des votes tandis que la quatrième période vit se développer la décadence des fractions de droite.

La septième partie retrace les élections de 1855 avec la réunion des Chambres, du Landtag, le discours du trône, le retour du ministre de l'intérieur et sa circulaire électorale aux présidents les votes et le plan d'ensemble pour une constitution faisant une large place aux buts et aux méthodes du ministère pour assurer aussi bien la réussite des élections que l'exploitation de cette victoire. Le rôle de la bureaucratie comme procédé d'encadrement des électeurs, l'activité déployée pour la tracée des circonscriptions électorales, le rôle d'organisations comme les »porteurs de la bannière royale« et des conseils provinciaux sont également étudiés. Une analyse des résultats dans des circonscriptions des divers types, urbains ou ruraux, dans la capitale ou dans les villes secondaires précisent encore les conclusions de l'auteur. Une statistique particulièrement intéressante précise dans les vingt-sept provinces le nombre des électeurs et des votants pour chacune des trois sections d'électeurs, soulignant les variations importantes du pourcentage des abstentions, tant d'une catégorie à une autre que d'une province à l'autre. L'auteur évoque enfin les transformations de la structure socio-professionnelle des membres de la Chambre des députés aux élections de 1855.

La huitième partie est consacrée à une analyse des résultats du système parlementaire à travers les exemples fournis par la question des finances sous la forme du vote du budget comme par celle des impôts. Les modalités dans lesquelles prit fin la procédure de révision constitutionnelle, les circonstances issues des conceptions juridiques des »droits extrêmes« et de la »théorie du vide«. Les autorités aboutirent à un ensemble de solutions selon leurs vœux, et à de nouveaux impôts. L'auteur souligne enfin le rôle essentiel de l'aristocratie foncière et de la bureaucratie en dépit des efforts de l'opposition pour créer ses »commissions libres« pendant des années, et il relève également le renforcement, de la bureaucratie à travers des péripéties parfois menaçantes, aboutissant en fin de compte à une crise du système mis en place après les secousses de 1848 longuement prolongées.

Une bibliographie, un index des noms propres complètent cette remarquable étude d'un auteur déjà connu par ses recherches antérieures sur les problèmes constitutionnels pendant l'ère Manteuffel et sur le système du vote en trois classes, élément primordial de la structure politique prussienne.

L'importance des questions abordées est soulignée par la variété des programmes, des plans, des projets, de lois qui marquèrent la période étudiée, et la valeur des arguments est relevée par l'importance des personnalités engagées dans le débat. Une circonstance intéressante est la présence parmi les acteurs de cette tragédie politique de ressortissants de familles apparues depuis longtemps au service de l'état prussien et qui continuèrent à tenir une place importante dans les diverses administrations allemandes, tant civiles que militaires, associant en quelque sorte la polyvalence des aptitudes à la permanence dans le service de l'état.

Jean VIDALENC, Rouen